Trump/Immigration : Enfants séparés de leurs parents, la vaste manipulation émotionnelle

21/06/2018 à 23h20

Immigration. Pendant plusieurs jours, les médias du monde entier ont fait tourner en boucle des images d'enfants clandestins séparés de leurs parents à la frontière mexicano-américaine. Au point d'empêcher toute possibilité de réflexion.

Sur le plateau de la NBCNews, l'ancien président du Comité national du parti Républicain, Michael Steele, vient de comparer les centres dans lesquels sont accueillis les enfants de clandestins aux Etats-Unis à des camps de concentration. Il s'adresse alors aux Américains : « Demain, ce pourrait être vos enfants ».

La scène résume à elle seule la folie qui s'est emparée de la sphère politico-médiatique après que Donald Trump a ordonné aux autorités gardant la frontière mexicaine d'appliquer la loi et de séparer les parents de leurs enfants entrés illégalement aux Etats-Unis. Passons sur la comparaison. Aussi indécente que manipulatrice : ces enfants ne sont pas enfermés en attendant la mort. Quant à la mise en garde, elle est grotesque. Aucun américain ne se verra subitement séparé de ses enfants. A moins d'avoir commis un crime ou un délit puni de prison.

Quand un citoyen lambda est condamné à une peine de prison, personne ne s'offusque jamais de cette séparation … Jusqu'à ce que cela touche des clandestins. Leur particularité étant de

n’avoir aucun logement dans le pays dont ils viennent de violer la frontière, leurs enfants sont donc pris en charge dans des camps, en attendant que la situation des adultes soit examinée. Aux frais des Américains.

Parce qu’un rappel n’est pas inutile dans le débat : franchir illégalement la frontière d’un pays est une violation de la loi. Un délit, puni d’emprisonnement aux Etats-Unis. Avec sa raison et non ses bons sentiments irrationnels, l’homme politique interrogé aurait donc pu être plus juste : si vous commettez un crime ou un délit passible de prison, vous aussi pourriez être séparés de vos enfants.

Reste que les parents, prévenus de la loi que nul n’est censé ignorer, sont les premiers responsables du sort qui menace leurs enfants, en choisissant de la violer. Ce sont eux qui font payer leur délit à leur propre progéniture. Les clandestins sont des adultes tout aussi responsables que n’importe quel autre adulte : leur retirer leur capacité de décision, leur liberté et donc leur responsabilité n’est pas exactement les respecter.

Certains ont voulu critiquer la politique migratoire de Donald Trump en usant de photos datant de… 2014

Mais penchons-nous plus précisément sur ce qui se passe à la frontière mexico-américaine. Et plutôt que de regarder la situation actuelle, qui ne saurait être analysée de manière raisonnable maintenant que Trump préside les Etats-Unis, remontons à 2014, époque bénie du président Barack Obama. Cette année-là, 47.017 mineurs sont appréhendés, alors qu’ils traversent la frontière… seuls.

Des enfants, envoyés par leurs parents qui n’ont apparemment pas eu peur de s’en séparer pour leur faire prendre des risques inconsidérés. Comment est-ce possible ?

L’administration américaine d’alors avait affirmé que les étrangers envoyaient leurs enfants seuls, persuadés qu’ils seraient ainsi mieux traités que des adultes. Le New York Times avait donné raison à l’administration : « alors que l’administration Obama a évolué vers une attitude plus agressive d’expulsion des adultes, elle a, dans les faits, expulsé beaucoup moins d’enfants que par le passé. »

Les clandestins le savent, tout comme ils connaissent aujourd’hui les risques qui pèsent sur leurs propres enfants. On apprend également qu’à l’époque, les enfants mexicains sont directement reconduits de l’autre côté de la frontière et que les autres sont « pris en charge par le département de la Santé et des Services humanitaires qui les place dans des centres temporaires en attendant que leur processus d’expulsion soit lancé. » En 2013, 80 centres accueillaient 25 000 enfants non accompagnés. Et ce, dans les mêmes conditions aujourd’hui dénoncées. Si similaires d’ailleurs que certains ont voulu critiquer la politique migratoire de Donald Trump en usant de photos datant de… 2014 !

Rien n’a changé. A un détail près. Les enfants dont on parle en ce mois de juin 2018 sont parfois accompagnés d’adultes. Comme sous l’administration Obama, les enfants sont séparés de ces adultes lorsqu’il y a un doute sur le lien réel de parenté, en cas de suspicion de trafic de mineurs ou par manque de place dans les centres de rétention pour les familles.

Restent les enfants effectivement accompagnés de leurs parents et malgré tout séparés de ces derniers qui partent en prison. Chaque mois, 50.000 clandestins entrent aux Etats-Unis, parmi lesquels 15% de familles. Une fois arrêtés, les clandestins sont pénalement poursuivis avant toute demande d’asile. Or Trump a été élu pour une tolérance zéro : la loi est donc strictement appliquée. Cette même loi américaine ne permet pas que les enfants puissent suivre leurs parents lorsque ces derniers sont poursuivis pénalement. La séparation était donc

une conséquence logique, même très pénible, du choix des Américains.

«Le dilemme est si vous êtes mou, le pays va être envahi par des millions de gens. Et si vous êtes ferme, vous n'avez pas de coeur»

C'est d'ailleurs ce qu'a immédiatement répondu le ministre américain de la justice Jeff Session : « Nous ne voulons pas séparer les familles, mais nous ne voulons pas que des familles viennent illégalement. Si vous faites passer un enfant, nous vous poursuivrons. Et cet enfant sera séparé de vous, comme la loi le requiert ».

Mais il a suffi de quelques images, publiées en même temps que la sortie du très attendu rapport sur la possible partialité du FBI lors des dernières élections présidentielles américaines, pour que l'opinion politico-médiatique hurle au scandale. Jusqu'à la première dame du pays, Mélania Trump, qui a confié « détester » voir les clandestins séparés de leurs enfants.
Le Président lui-même a fini par douter publiquement : «Le dilemme est si vous êtes mou, ce que certaines personnes aimeraient que vous soyez, si vous êtes vraiment mou, pathétiquement mou… le pays va être envahi par des millions de gens. Et si vous êtes ferme, vous n'avez pas de coeur. C'est un dilemme difficile. Peut-être que je préfère être ferme, mais c'est un dilemme difficile.»

Donald Trump a subi l'indignation générale (à moins d'en profiter), au point de montrer au monde que même lui avait du cœur en annonçant la signature d'un décret mettant fin à cette séparation forcée. Tout le monde s'est félicité du résultat de la mobilisation : enfin, les enfants vont pouvoir rejoindre leurs parents en prison ! Quelle victoire… Mais Donald Trump a insisté sur sa détermination à stopper l'immigration illégale

en même temps, appelant de ses vœux un vote du Congrès pour « changer les lois ». Depuis son accession à la présidence, notamment due à un discours extrêmement ferme sur l'immigration, Donald Trump est empêché par les démocrates, comme par son administration : ils bloquent son projet de mur à la frontière, l'immigration fondée sur le mérite ainsi que tous les ajustements proposés pour les forces de l'ordre.

La situation finit par le servir, et il ne pouvait l'ignorer : il vient de faire une concession, il appelle maintenant le Congrès à voter contre les « anciennes lois horribles » en adoptant la sienne. Nul ne connaît la suite. Mais pour Donald Trump, le défi est immense. S'il n'a pas été élu sur la seule promesse d'une tolérance zéro vis-à-vis de l'immigration illégale, le sujet reste l'une des préoccupations majeures de ses électeurs.

Valeurs Actuelles